

Crash de l'Antonov 72 assurant la logistique de la présidence de la RDC

Une chaude alerte à Félix Tshisekedi

Par Marischka Nkashama

15 Octobre 2019

Disparu de radars le jeudi 10 octobre 2019, l'avion-cargo Antonov 72 affrété par la présidence de la République Démocratique du Congo fait l'objet d'une énigme. Ayant à son bord quatre membres d'équipage et quatre membres du personnel civil et militaire du cabinet du Président de la République notamment son chauffeur principal et ses trois gardes rapprochées ainsi que sa jeep blindée, cet appareil aurait été découvert à Kole, dans la province du Sankuru. En attendant la confirmation officielle, l'inquiétude gagne du terrain au sein de l'opinion publique congolaise sur la sécurité du Chef de l'Etat Félix Tshisekedi Tshilombo.

Qui était réellement dans cet avion qui ramenait l'équipe d'avance de la présidence ? Où se trouve-t-il, au Maniema comme annoncé au lendemain de sa disparition ou dans le Sankuru comme annoncé par de médias sur base des informations obtenues des autorités provinciales ? Il est difficile pour l'instant de répondre avec exactitude à ces interrogations mais ce dont on est certain pour l'instant, c'est que le Chef de l'Etat congolais est en danger.

En effet, depuis quelques jours, il se tramait dans les rues de Kinshasa que ses voyages intempestifs à l'étranger étaient mal perçus par son prédécesseur Joseph Kabila et sa famille politique le Front Commun pour le Congo (FCC) avec qui il est en alliance. Ces rumeurs peuvent être prises au sérieux après le refus de l'ex Président Kabila de prendre part à la cérémonie d'inauguration du laboratoire de biotechnologie agricole situé à environ 20 km de la ville de Bukavu dans le Sud-Kivu. Comme lui, deux Chefs d'Etat de la région des Grands Lacs, à savoir le Rwandais Paul Kagame et le Burundi Pierre Nkurunziza étaient attendus mais ils ont décliné l'invitation. C'est justement après avoir inauguré ce laboratoire appartenant à l'Institut International de l'Agriculture Tropical(IITA) que Félix Tshisekedi s'est rendu à Béni, une région de la province du Nord-Kivu en proie à des tueries et de massacres depuis près de cinq ans. Sur place, il a annoncé publiquement « une dernière offensive contre les ADF », du nom d'un des groupes

rebelles à la base des exactions commises dans cette partie riche du pays et relevé certains officiers militaires basés à Béni en doublant le nombre des hommes de troupes sur terrain. Dans son meeting tenu à la place de l'indépendance à Bukavu, le Président congolais s'est dit « prêt à mourir pour la paix » dans l'est de son pays.

La mainmise de Kabila sur l'appareil sécuritaire

Selon des informations obtenues de sources sécuritaires, ces mesures auraient énervé ses homologues des Grands Lacs qui, en représailles, auraient commandité le crash de l'Antonov 72 avec la complicité de certains officiers congolais restés loyaux à Joseph Kabila. On apprend aussi qu'alerté, Félix Tshisekedi aurait changé plusieurs fois d'avions entre Bukavu et Béni, optant pour un retour discret à Kinshasa. C'est ce qui pourrait expliquer la présence de trois de ses gardes rapprochées dans l'Antonov 72.

Pour un analyste qui a requis l'anonymat, en mille mots comme en un mot, ce crash constitue une sorte d'alerte envoyée au Chef de l'Etat congolais par ses homologues de la Région des Grands Lacs. *« Ce crash prouve, si besoin de preuves il y en a, que l'ancien régime garde encore une main mise sur l'appareil sécuritaire en RDC et qu'il peut décider du sort à infliger au Président Félix Tshisekedi »*, soutient-t-il. A l'en croire, il est temps pour l'actuel locataire du Palais de la Nation de se sécuriser et de s'émanciper politiquement du FCC, quitte à dissoudre le parlement. En tout cas, quelle que soit l'issue du dossier de ce crash, les congolais ont de bonnes raisons de s'inquiéter de la sécurité de leur Président et par ricochet de l'avenir du pays.

Marischka Nkashama